



# AGRICULTEURS EN DIFFICULTÉ

COMPRENDRE LES CAUSES  
ET IDENTIFIER LES SOLUTIONS  
POUR REBONDIR

Recueil  
d'expériences

COORDONNÉ PAR :



EN PARTENARIAT AVEC :



## InPACT Poitou-Charentes, qu'est-ce que c'est ?

Un réseau associatif composé par des agriculteurs et des ruraux, ayant pour objectif le développement agricole et rural durable, notamment via une agriculture citoyenne et territoriale.

En savoir + : [www.inpactpc.org](http://www.inpactpc.org)

## UNE PUBLICATION SUR LES AGRICULTEURS EN DIFFICULTÉ PAR LE RÉSEAU InPACT, POUR :

- ➔ Comprendre les facteurs de risques psychosociaux en agriculture
- ➔ Prévenir les situations à risques
- ➔ Diffuser des connaissances et des expériences qui ont permis un redressement économique, financier, social et humain d'exploitations agricoles en difficulté
- ➔ Diffuser des leviers et pistes de solutions
- ➔ Faire valoir la faisabilité technique, économique et humaine des systèmes de productions autonomes et économes

## Nourrir sa réflexion sur :

- ➔ Le mal-être paysan
- ➔ Les systèmes de productions autonomes et économes
- ➔ La résilience des exploitations
- ➔ Les procédures collectives

## Publics concernés

Agriculteurs-trices et leur entourage, centres de formations agricoles, agents de développement, élus & décideurs, tous les opérateurs économiques du secteur agricole (coopératives, entreprises, banques, assurances...), tous les accompagnants pouvant être amenés à travailler auprès des agriculteurs (travailleurs sociaux, mandataires, juges...)

# SOMMAIRE

<b>ÉDITO</b>	<b>3</b>
<b>LES RISQUES PSYCHOSOCIAUX EN AGRICULTURE : SI ON EN PARLAIT ?</b>	<b>4</b>
<b>Des agriculteurs sous pression : une profession en souffrance</b> Véronique LOUAZEL - chargée d'étude en santé publique, étude pour Solidarité Paysans	<b>4</b>
<b>Trajectoire de vulnérabilité et de résilience : étude de cas en Nord Pas de Calais. Qui sont les agriculteurs en difficulté ? Comment s'en sortent-ils ?</b> Elizabeth SAINT-GUILY - doctorante en économie rurale à l'ISA Lille et à l'Université de Lille 1	<b>5</b>
<b>CHANGER SON SYSTÈME DE PRODUCTION : UNE CLEF POUR REBONDIR</b>	<b>6</b>
<b>Se sortir du rouge grâce à un système plus vert</b> Etienne CHOISY - animateur CIVAM AD 72	<b>6</b>
<b>Témoignage : Faire évoluer son exploitation pour rebondir face aux difficultés</b> Philippe LANDRAULT - paysan	<b>7</b>
<b>LES PROCÉDURES COLLECTIVES EN AGRICULTURE : UNE OPPORTUNITÉ POUR TRAITER LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES ?</b>	<b>8</b>
<b>Les procédures collectives : un outil pour redevenir acteur de son activité</b> Léonie LOMBARDO - juriste	<b>8</b>
<b>Témoignage : Sortir des difficultés en se faisant aider par Solidarité Paysans</b> Cyril et Laurence BLAUD - paysans	<b>9</b>
<b>LORS D'UNE ÉTAPE DE REMISE EN QUESTION OU AU MOMENT DE L'INSTALLATION : FAIRE FACE AUX RISQUES ET FAVORISER LA RÉSILIENCE DE SA FERME</b>	<b>10</b>
<b>Les 7 stratégies : une démarche d'autodiagnostic pour développer la résilience de sa ferme</b> Brigitte CHIZELLE - sociologue d'intervention et formatrice, Dominique LATASTE - psychosociologue et formateur, Cabinet Autrement Dit	<b>10</b>
<b>Témoignage : Gérer les ressources techniques et économiques</b> Olivier GABILLEAU - paysan	<b>11</b>
<b>L'APPROCHE DU RÉSEAU SOLIDARITÉ PAYSANS</b>	<b>12</b>
<b>Les invisibles</b> Jean VRIGNAULT - administrateur et bénévole à Solidarité Paysans Poitou-Charentes	<b>12</b>
<b>CONTACTS</b>	<b>13</b>

# ÉDITO

Administrateur depuis peu à InPACT Poitou-Charentes en tant que représentant de l'ARDEAR de l'ex-Région Poitou-Charentes, je découvre le fonctionnement, le rôle de chacune des associations membres de ce réseau, riche de sa diversité tant sur les thématiques traitées que sur ses modalités d'actions.

La présence du réseau InPACT est plus que significative sur le territoire par l'intermédiaire de ses associations et de leur travail, je l'espère, reconnu. Toutes ces structures ont pour but d'accompagner des Hommes et des projets, particulièrement dans les milieux ruraux. Notre objectif commun : participer à créer des campagnes dynamiques tant sur le plan humain que sur les plans de la vitalité économique et du maintien d'un intérêt environnemental sur ces territoires. Une multitude d'actions est mise en place pour maintenir nos campagnes vivantes, s'ouvrir à la société, lui fournir une alimentation de qualité en toute transparence, tout en permettant une équité financière réciproque.

L'année 2016 a été difficile pour l'agriculture et 2017 ne se présentant pas sous les meilleurs auspices, le contexte mérite toute notre vigilance. InPACT organise le 30 novembre 2017 un colloque sur le mal être paysan et les difficultés de l'agriculture. Prévenir et accompagner les agriculteurs et les différents acteurs qui travaillent avec eux sur les leviers en agriculture est nécessaire, car le pire serait de fermer les yeux et de ne pas alerter la société. La crainte qui me hante est que certains agriculteurs encore solides financièrement ne trouvent comme solution à la crise qu'une stratégie d'agrandissement perpétuelle et à tout prix, au détriment des plus faibles et de l'installation des jeunes. Face aux défis futurs en matière de viabilité économique des modèles agricoles comme de climat et de respect des Hommes et de notre environnement, seuls des changements de pratiques et d'état d'esprit peuvent s'avérer efficaces et soutenables pour les agriculteurs, les créateurs d'activité, les consommateurs et plus largement les acteurs ruraux. C'est ce que l'ensemble de notre réseau veut montrer et démontrer, il est possible de produire autrement, de vivre de son métier et de respecter notre environnement et c'est dans la force du collectif que nous misons car si tout seul on va plus vite, à plusieurs on va beaucoup plus loin !

**Eric PICAUD,**

pour le conseil d'administration d'InPACT Poitou-Charentes

# LES RISQUES PSYCHOSOCIAUX EN AGRICULTURE : si on en parlait ?



## DES AGRICULTEURS SOUS PRESSION : une profession en souffrance

Les profonds changements du monde agricole ces dernières années ont ouvert la voie à de nombreuses fragilités chez les agriculteurs, notamment psychosociales.



**Véronique LOUAZEL,**  
Chargée d'étude en santé publique,  
Étude pour Solidarité Paysans

Depuis une quinzaine d'année, le secteur agricole a connu de fortes mutations, avec pour conséquences, une modification du métier d'agriculteur et une fragilisation d'un grand nombre d'entre eux. Aux difficultés d'ordre économique se greffe une souffrance psychique manifeste, avec, en particulier, un nombre de suicides particulièrement important dans ce secteur d'activité, avec une mortalité pour causes externes, dont les suicides, nettement supérieure à la population générale française : +20 % chez les hommes en 2010. Le risque est particulièrement marqué dans les classes d'âge de 45 à 54 ans (+30 % en 2010) et chez les éleveurs de bovins-lait (+52 % en 2010) par rapport à la population générale<sup>1</sup>.

Une étude qualitative a été menée en 2015 auprès d'agriculteurs accompagnés par Solidarité Paysans, dans 3 régions françaises<sup>2</sup>, montrant ou ayant montré

des signes de souffrance psychique. Les entretiens avaient pour objectif de comprendre les mécanismes psychosociaux en jeu chez les familles d'agriculteurs en difficulté, les signes d'alerte, les déterminants relevant de leurs conditions de travail et les besoins en termes d'accompagnement psychosocial.

La souffrance exprimée par les agriculteurs est multifactorielle, avec plusieurs formes de pressions : l'endettement et le manque de revenu, les contraintes de travail et la pression familiale empêchant de faire ses propres choix de vie. Les exploitants décrivent un épuisement majeur et des signes d'alerte identifiables : irritabilité, troubles du sommeil, etc. alors que le recours aux soins apparaît comme largement défaillant.

Compte tenu des facteurs de risque présentés par les exploitants agricoles, il semble que le rôle des acteurs

de première ligne (association d'aide mais aussi conjoints, voisins, techniciens...) soit un élément clef de la prévention de l'aggravation des troubles de santé mentale des agriculteurs, avec en particulier l'aide à la prise de décision. ■

<sup>1</sup> Khiredine-Medouni I, Breuillard É, Bossard C. Surveillance de la mortalité par suicide des agriculteurs exploitants. Situation 2010-2011 et évolution 2007-2011. Saint-Maurice : Santé publique France ; 2016. 29 p.

<sup>2</sup> Basse-Normandie, Nord-Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur  
V. LOUAZEL, *Des agriculteurs sous pression : une profession en souffrance*. Rapport d'étude sur les mécanismes psychosociaux en jeu chez les agriculteurs en difficulté. Solidarité Paysans, 2016, 2017. Disponible sur : [http://www.solidaritepaysans.org/agriculteur-sous-pression-profession-en-souffrance\\_1135.php](http://www.solidaritepaysans.org/agriculteur-sous-pression-profession-en-souffrance_1135.php)



# Trajectoire de vulnérabilité et de résilience : étude de cas en Nord-Pas-de-Calais

« Qui sont les agriculteurs en difficulté ? Comment s'en sortent-ils ? »



Elizabeth SAINT-GUILY,

Doctorante en économie rurale à l'ISA Lille et à l'Université de Lille 1



## Les agriculteurs accompagnés par l'association Arcade sont-ils différents des agriculteurs de la région ?

En comparant les 1069 agriculteurs de la base de données d'Arcade avec les statistiques issues du recensement agricole de 2010 en Nord-Pas-de-Calais, nous pouvons conclure que :

- Les éleveurs sont beaucoup plus touchés par les difficultés que les cultivateurs.
- Les agriculteurs en difficultés sont beaucoup moins connectés à internet que les agriculteurs de la région en général.
- Les exploitations de taille moyenne sont les plus touchées par les difficultés.
- Les agriculteurs qui se sont installés précocement (avant 25 ans) sont plus nombreux que la moyenne parmi les agriculteurs en difficultés.
- Les agriculteurs qui vivent seuls sont plus nombreux que la moyenne chez les agriculteurs en difficultés.
- Les exploitations en difficultés ont un chiffre d'affaires moyen inférieur à la moyenne régionale et un endettement total moyen supérieur à la moyenne régionale.

## Typologie des agriculteurs en difficultés accompagnés par Arcade

Nous pouvons distinguer 3 types de profils d'agriculteurs et de difficultés rencontrées :

- **Type 1** : Petites exploitations en productions animales, agriculteur relativement âgé, ayant fait peu d'étude et rencontrant des problèmes liés à la structure de l'exploitation et à la gestion administrative.
- **Type 2** : Exploitations de tailles moyennes en

productions végétales, rencontrant des difficultés liées aux financements et aux investissements.

- **Type 3** : Grandes exploitations en productions animales, agriculteurs relativement jeunes rencontrant des difficultés liées aux financements et aux investissements.

## Trajectoires socio-économiques de 66 agriculteurs en difficultés

Les agriculteurs ont en général dû faire face à une première crise dans leur exploitation ou leur famille, suivie d'autres difficultés, avant d'avoir le déclic et d'oser demander de l'aide à l'association. Dans un premier temps, des actions sont mises en place pour traiter l'urgence, comme par exemple répondre à des courriers recommandés ou d'huissiers. Puis un diagnostic est réalisé par l'association et les agriculteurs, au niveau de l'exploitation et de la famille, pour les aspects techniques, économiques, juridiques et sociaux. Des pistes d'actions sont déterminées. C'est aux agriculteurs de prendre les décisions et parfois, cela peut prendre plusieurs années. Cette période de latence nécessite un accompagnement pour « faire patienter » les créanciers et résoudre les problèmes du quotidien. Une fois que la décision est prise, comme par exemple, faire une demande de rééchelonnement des prêts à l'amiable, demander l'ouverture d'un redressement judiciaire, arrêter un atelier, créer un nouvel atelier, ou encore céder une partie de l'exploitation, l'association accompagne les agriculteurs dans la mise en place de cette solution. Au bout de quelques années, l'accompagnement peut continuer, par un nouveau diagnostic. Cette solution a-t-elle permis d'améliorer la situation ? Ya-t-il aujourd'hui d'autres problèmes ? À nouveau, après un temps de latence plus ou moins long, une deuxième stratégie de changement peut être mise en

place et évaluer, puis éventuellement une troisième si nécessaire. D'une manière générale, la résilience des agriculteurs en difficultés est un processus long (plusieurs années) qui passe par des cycles de crises et de rebonds successifs. Au final, la plupart des familles accompagnées s'en sortent, qu'elles maintiennent leur activité agricole ou qu'elles changent de métier.

En 2016, les 66 agriculteurs étudiés pouvaient se répartir en trois groupes de revenus :

- 25 agriculteurs avec un revenu inférieur au RSA
- 22 agriculteurs avec un revenu compris entre le RSA et le SMIC
- 19 agriculteurs avec un revenu au SMIC ou plus.

La disparité des niveaux de revenus des familles accompagnées par Arcade en 2016 dont les trajectoires ont été étudiées, s'explique par le fait que ces familles n'en sont pas toutes au même stade dans cette trajectoire cyclique. De plus, certaines familles ayant de très faibles revenus ont par ailleurs une situation sociale et des conditions de travail parfois meilleures que celles qui ont de meilleurs revenus. La vulnérabilité et la résilience ne peuvent se résumer au revenu. Elles correspondent à un ensemble de facteurs, économiques et sociaux.

Recherche réalisée avec les données de 2006 à 2016, de l'association Arcade (Solidarité Paysans), qui accompagne les agriculteurs en difficultés en Nord-Pas-de-Calais.

E. SAINT-GUILY, *Les Agriculteurs en difficultés : Trajectoire de vulnérabilité et de résilience socio-économique : étude en Nord-Pas-de-Calais*. MARS-ASSO.FR. 2017. Disponible sur: <http://mars-asso.fr/2017/11/les-agriculteurs-en-difficultes-trajectoire-de-vulnerabilite-et-de-resilience-socio-economique-etude-en-nord-pas-de-calais/>

# CHANGER SON SYSTÈME DE PRODUCTION: une clef pour rebondir



↑ Les pieds dans l'herbe, le GIEE RADITS se réunit régulièrement pour se perfectionner dans la conduite du pâturage et en évaluer les répercussions économiques.

## SE SORTIR DU ROUGE grâce à un système plus vert

Le changement de système de production agricole est une solution pour accéder à une autonomie décisionnelle et financière chez les agriculteurs.



**Etienne CHOISY,**  
Animateur CIVAM AD 72

En Sarthe, des éleveurs laitiers en grandes difficultés économiques ont redressé leur exploitation en opérant une transition vers un système basé sur le pâturage de leurs vaches. Un gage d'autonomie retrouvée avant tout dans leurs décisions, grâce à l'émulation d'un collectif et l'échange entre pairs.

### RETROUVER LA CONFIANCE

« Si nous n'avions rien changé, nous ne serions plus agriculteurs aujourd'hui » rappelle souvent Claude Marchais, éleveur laitier à Volnay (72). Engagé dans une procédure de sauvegarde, son exploitation fait partie de celles qui ont en parallèle fait un grand pas vers le pâturage des vaches laitières et la recherche d'autonomie alimentaire sur le troupeau. Au-delà des retombées économiques positives d'une telle démarche, étudiée dans le projet RADITS, c'est l'autonomie dans les décisions sur sa ferme qui marque un changement profond dans la façon d'appréhender le métier. Avec d'autres éleveurs, accompagnés par Solidarité Paysans 72, Claude Marchais constitue en 2011 un collectif dans lequel ils réfléchissent ensemble aux solutions qui leurs

sont offertes pour pouvoir pérenniser leurs élevages. Avec l'aide du CIVAM AD 72, ils font le choix d'un virage vers un système de production plus économe en intrants. Aujourd'hui, convaincus de leur démarche, ce collectif est devenu moteur pour aider leurs pairs dans un chemin semblable, et démontrer la crédibilité de cette nouvelle orientation auprès de leurs partenaires.

### UN DOUBLE CHALLENGE POUR LES ÉLEVEURS

Du côté de Solidarité Paysans 72, les appels fleurissent massivement au moment des crises, alors que les agriculteurs sont généralement au pied du mur. Les embellies promises par le système herbager sont cependant conditionnées à une période de transition qui reste tendue, tant par les nouveaux repères techniques à s'approprier que dans les effets qui tardent à être visibles d'un point de vue comptable. La nécessité d'obtenir rapidement des résultats, additionnée à la complexité d'un changement de pratiques, est donc un double challenge pour ces éleveurs. Pour les aider, le CIVAM AD 72 et Solidarité Paysans 72 travaillent à une meilleure articulation entre

les procédures juridiques et les évolutions techniques afin de gagner du temps et de maximiser les marges de manœuvres économiques.

### « UNE » SOLUTION ET NON « LA » SOLUTION

Cette combinaison de facteurs reste toutefois propre à un type d'élevage et à un terrain particulier. La situation financière et la dimension structurelle de l'exploitation rappellent par ailleurs la singularité de chaque accompagnement. En connaissance de causes, c'est à l'agriculteur que reviendra la décision finale de changer ses pratiques, d'engager une procédure juridique, et d'être ainsi maître de son changement. ■

□ E. Choisy et M. Chartier, RADITS : L'agroécologie, un recours pour les agriculteurs en difficulté ? CIVAMAD72, 2017. Disponible sur : [www.civamad72.org/systemes-herbagers/projets/radits/](http://www.civamad72.org/systemes-herbagers/projets/radits/) et sur : [www.civamad72.org/civam-ad-72/le-mot-du-president/](http://www.civamad72.org/civam-ad-72/le-mot-du-president/)



## TÉMOIGNAGE

# Faire évoluer son exploitation pour rebondir face aux difficultés

 Philippe LANDRAULT

**Philippe et Sylvie LANDRAULT installés en vaches allaitantes (en système naisseur/engraisseur) et grandes cultures dans la Vienne ont connu des difficultés dans leurs parcours professionnels. Une situation qui aurait pu devenir catastrophique s'ils n'avaient pas réagi suffisamment tôt en faisant évoluer leur exploitation.**

Avec le recul, Philippe identifie 2 causes principales à l'origine de leurs difficultés : la première a été une mauvaise évaluation du volume de travail nécessaire. « *Je pensais qu'en travaillant dur, ça passerait* » réplète-t-il, mais malgré leurs efforts, les charges s'accumulent et le découragement pointe. La seconde cause intervient en 2000 avec l'effondrement des cours de la viande lié à la crise de l'ESB. « *On avait calculé notre système au plus juste de manière à optimiser tout mais on avait pas prévu de marge de manœuvre* ». Avec la crise de l'ESB, la commercialisation des bovins est stoppée. Cela génère automatiquement des charges supplémentaires. Très rapidement ils dépassent le seuil d'Unité Gros Bovins par hectare qui leur permettait de toucher la prime à l'extensification. Le cercle infernal se met en route... Pour régler les problèmes de trésorerie, le couple se lancera dans un atelier complémentaire de porcs plein air sans mesurer la surcharge de travail supplémentaire. La trésorerie s'assainit mais il n'est toujours pas possible de dégager un revenu.

### PASSER LE CAP ET OSER PARLER DE SES DIFFICULTÉS

En 2006, la situation n'est plus tenable et à l'insistance de Sylvie, le couple monte un dossier Agriculteur en difficulté qui se conclue par un arrangement amiable avec la coopérative, principal créancier. L'étalement de la dette leur permet alors de faire baisser la pression et de retrouver une autonomie décisionnelle. En parallèle de cette démarche, Philippe rencontre de nouvelles personnes par le groupe CIVAM de Montmorillon. Cette ouverture à d'autres

systèmes et d'autres pratiques les encourage à tenter de faire évoluer leur exploitation. Très rapidement, Philippe décide de diminuer les cultures de vente afin de limiter sa consommation d'intrants et de mécanisation. Il met en place un système économe dans la gestion du troupeau en démarrant le pâturage tournant qui lui permet de mieux valoriser l'herbe et de diminuer ses stocks d'ensilage (plus coûteux). Enfin, l'atelier porc est arrêté progressivement fin 2007 et il améliore l'autonomie alimentaire de l'élevage en stoppant dès 2009 tout achat d'aliment. La situation économique de l'exploitation se redresse. Enfin, en 2010, le couple décide de convertir l'exploitation en production biologique « *en mettant en place tous ces changements on était arrivé très proche du cahier des charges bio* ». L'accompagnement du groupe CIVAM et l'échange d'expériences ont été déterminant dans leur capacité à faire évoluer leur exploitation et sortir d'un système qui n'était tout simplement pas viable économiquement et humainement.

Aujourd'hui, l'exploitation n'est plus en difficulté et Philippe et Sylvie se portent bien. Et quand on leur demande s'ils ont un conseil à donner à d'autres agriculteurs, ils n'hésitent pas : « *Ne restez pas seuls ! Prenez des contacts ! N'ayez pas peur de parler de vos difficultés à des personnes de confiance. Il faut réussir à prendre le temps de se poser, sortir la tête du guidon pour réfléchir et remettre à plat les pratiques, l'organisation et le système dans lequel on a fonctionné pendant des années* ».



### DATES CLÉS :

- 1983** : Installation en GAEC familial
- 1996** : départ à la retraite des parents et création d'une EARL unipersonnelle
- 1998** : Installation de la conjointe sur une seconde exploitation
- 2000** : crise de l'ESB (vache folle)
- 2006** : premiers changements de pratiques sur l'exploitation (démarrage du pâturage)
- 2010** : passage en production biologique



### CHIFFRES CLÉS :

- 180 ha** sur 2 sites d'exploitation en fermage
- 90 vaches allaitantes** (Charolaises) en système naisseur/engraisseur
- 160 Unités Gros Bovin**

# LES PROCÉDURES COLLECTIVES EN AGRICULTURE : une opportunité pour traiter les difficultés économiques ?



## LES PROCÉDURES COLLECTIVES : un outil pour redevenir acteur de son activité

Les procédures judiciaires sont souvent mal perçues alors que cette prise de décision peut être favorable à la reprise économique de son activité.



Léonie LOMBARDO,  
Juriste

Avant toute chose, il me paraît nécessaire de rappeler qu'il ne s'agit pas de procédures sanctions mais bien d'outils à la disposition des professionnels. En effet, la loi de 1985 qui fonde les procédures telles que nous les connaissons actuellement poursuit trois objectifs : maintenir l'emploi, favoriser la poursuite de l'activité et enfin apurer le passif. Ainsi, c'est bien de prime abord la sauvegarde de l'emploi et de l'activité économique qui justifie les procédures collectives.

Dans l'antiquité romaine et jusqu'à l'avènement de l'économie de marché, un débiteur pouvait être réduit en esclavage ou envoyé au bagne et voir ses biens vendus sur la place publique pour contenter ses créanciers. Aujourd'hui, avoir des dettes n'est plus en soi une faute pénale. La loi reconnaît que l'on peut avoir des dettes et être de bonne foi. L'intérêt de la société et de l'économie est de faire en sorte que les entreprises en difficulté soient accompagnées et protégées.

### RÔLE ET DÉFINITION DE CHAQUE TYPE DE PROCÉDURE JUDICIAIRE

L'expression « procédures collectives en agriculture » désigne quatre procédures distinctes ayant toutes pour ambition de régler globalement la situation de l'agriculteur en difficulté : le règlement amiable judiciaire, la sauvegarde judiciaire, le redressement judiciaire et la liquidation judiciaire.

Le **règlement amiable judiciaire** vise à favoriser la conclusion d'un accord entre le débiteur et ses créanciers. Offrant une grande souplesse, elle reste néanmoins peu protectrice.

**Sauvegarde et redressement judiciaires** sont des procédures très proches dont l'objectif est l'arrêt d'un plan d'apurement des dettes d'une durée maximale de 15 ans pour un agriculteur.

Quant à elle, la **liquidation judiciaire** vise à apurer le passif par l'arrêt de l'activité et la vente de l'actif. Elle est l'expression de la reconnaissance par la société de l'intérêt d'offrir une porte de sortie à des professionnels en difficulté. Permettre à chacun de rebondir sans rester attaché à ses dettes toute sa vie, c'est aussi inciter ceux qui le souhaitent à investir et à se lancer.

### INTÉRÊTS, CONTRAINTES, POINTS DE VIGILANCE

Choisir d'avoir recours à une procédure collective, c'est reprendre la main sur son activité et ne pas rester à la merci de ses créanciers en risquant de subir des mesures d'exécution forcée (saisies des biens et des créances, prises de garanties) ou encore la résiliation de certains contrats nécessaires à la poursuite de l'activité (résiliation du bail ou des assurances).

Toutefois, les procédures collectives restent des procédures complexes et coûteuses. Par ailleurs, certains créanciers se sont organisés face à ces procédures, les rendant moins efficaces dans le règlement des difficultés. C'est le cas notamment des organismes bancaires qui appliquent des intérêts ou des coopératives agricoles qui opèrent la compensation de leurs créances. L'intérêt d'une procédure collective doit donc s'étudier au cas par cas, selon la capacité de redressement de l'exploitation, la composition de son passif et la consistance de son actif. ■



## TÉMOIGNAGE

# Sortir des difficultés en se faisant aider par Solidarité Paysans



Cyril et Laurence BLAUD

Article rédigé et propos recueillis par Émilie MORIN, InPACT-PC

**Cyril et Laurence Blaud, installés dans le Nord-Deux-Sèvres ont aujourd'hui le sourire, pourtant, comme beaucoup, ils ont connu des difficultés sur leur exploitation. Accompagnés par Solidarité Paysans, ils aiment à dire que l'association et la vente directe les ont sauvés.**

### UN ÉQUILIBRE PRÉCAIRE QUI BASCULE

Depuis l'installation en 2005, la ferme connaissait un équilibre précaire (toxoplasmose, grippe aviaire, baisse des prix de l'agneau, explosion du cours des céréales et sécheresse...). C'est peu après l'installation de Laurence et la création de l'EARL avec le démarrage des ateliers de volailles et de porcs en transformation et vente directe que les difficultés financières démarrent. Ensuite tout s'enchaîne, des rapports difficiles avec les banques compliquent une situation déjà tendue. La conciliation bancaire demandée est refusée. Cyril parle alors du rouleau compresseur qui se met en route... « Dans ces moments-là, chaque jour apporte une mauvaise nouvelle supplémentaire ». En 6 mois la situation se dégrade.

**« 6 MOIS C'EST COURT, MAIS C'ÉTAIT DÉJÀ 6 MOIS DE TROP, IL AURAIT FALLU QU'ON RÉAGISSE PLUS VITE ».**

« Franchir le pas et demander de l'aide ce n'est pas si simple ». Cependant, la solidité de la famille et le soutien moral de l'entourage les encouragent à prendre contact avec Solidarité Paysans. De leur accompagnement avec l'association, ils retiennent, un grand professionnalisme mais aussi des qualités humaines indéniables. « Dans la difficulté, on perd tout y compris sa fierté. Ils nous ont rassurés et un lien de confiance s'est très vite installé. Le binôme bénévole-salarié de Solidarité Paysans est là pour travailler avec nous sur nos situations professionnelles

et personnelle. Ils n'ont pas LA solution, ils ne font pas à la place de nous, c'est un accompagnement, ils travaillent à faire émerger les solutions et amorcer une réflexion. Pendant cette période, on a tout remis en question : notre fonctionnement, nos orientations, nos choix techniques... »

### LE REDRESSEMENT JUDICIAIRE : UNE SOLUTION

« C'est à partir du moment où le redressement a été prononcé et grâce à un nouveau marché qu'on a pu recommencer à payer nos factures et sortir la tête de l'eau. On a vraiment été surpris du soutien de nos clients mais aussi de personnes qu'on ne connaissait que très peu et qui nous ont envoyé des messages d'encouragement. Aujourd'hui on fait toujours attention mais on pense qu'on est sorti d'affaire ». Le plan de redressement s'étale sur 14 ans, et déjà 2 ans ont été assumés sans encombre, une fierté pour le couple qui arrive aujourd'hui à se projeter dans de nouveaux projets pour répondre à une clientèle qui se développe. Cette année 11 ha sont implantés en cultures de céréales qui auront vocation à nourrir les animaux : un pas de plus vers l'autonomie de la ferme.

### ÊTRE PRÊT À RECEVOIR DE L'AIDE.

Quand on lui demande s'il a un conseil à donner à des agriculteurs qui sont en difficulté, Cyril dit qu'il n'a aucune leçon à donner, si ce n'est qu'il ne faut pas attendre et qu'en même temps il faut être prêt. Aujourd'hui, même si la profession agricole connaît le



plus haut taux de suicide, il le dit haut et clair « aucune situation n'est inextricable et ne vaut la peine de se supprimer ».



### DATES CLÉS :

**2005** : Installation

**2011** : Passage en EARL

**2013** : Redressement judiciaire



### CHIFFRES CLÉS :

**75 ha** en surface

**Ovins viande (500 mères)** en label (agneau du Poitou-Charentes et label rouge Diamandin)

**4000 volailles** plein air par an

**20 porcs** par an

**2 Unités de Travail Humain**


LORS D'UNE ÉTAPE DE REMISE EN QUESTION  
OU AU MOMENT DE L'INSTALLATION :  
faire face aux risques et favoriser la résilience de sa ferme



## LES 7 STRATÉGIES: une démarche d'autodiagnostic pour développer la résilience de sa ferme

L'étape de remise en question comme facteur favorable pour faire face aux forces et aux difficultés de son exploitation et pouvoir rebondir.



 **Brigitte CHIZELLE**, *Sociologue d'intervention et formatrice*,  
**Dominique LATASTE**, *Psychosociologue et formateur*,  
Cabinet Autrement Dit

Lorsqu'en 2010, nous avons conduit l'étude « **Face aux risques, quelles compétences et quelles formations pour les agriculteurs.trice.s ?** » pour Vivéa Limousin, nous avons choisi de centrer notre recherche sur la compréhension des mécanismes « inconscients » développés par certains agriculteur.trice.s pour faire face aux risques. Pour ce faire, nous avons utilisé la démarche d'analyse du travail conçue par notre cabinet<sup>1</sup> auprès d'agriculteur.trice.s reconnus pour avoir su rebondir face à de graves difficultés (techniques, sanitaires, économiques, humaines...) et pu continuer à faire vivre et

se développer leur structure. Quatre critères ont guidé notre choix de ces fermes a priori « résilientes » : offrir aux agriculteurs.trice.s des perspectives de développement personnel et professionnel, être viables sur le plan économique, être vivables sur le plan de la qualité de vie au travail et enfin présenter les caractéristiques d'un système pérenne.

Cette analyse<sup>2</sup> nous a permis d'identifier **7 stratégies de résilience d'une structure agricole** :

- Gérer les ressources techniques et économiques
- Organiser la production et la vente en fonction de la demande
- Prendre soin de soi et de ses proches
- Faire fonctionner l'équipe et la pérenniser
- Mutualiser les moyens humains et matériels
- Appartenir à des réseaux, veiller et influencer
- S'inclure et inclure dans le territoire



<sup>1</sup> Cette démarche d'analyse de travail qualitative vise à élaborer des ressources formatives au plus près du « terrain » et à les organiser pour en favoriser l'apprentissage. L'approche est constructiviste, elle favorise la réflexivité des apprenants tout en s'appuyant sur leurs valeurs professionnelles. Dominique LATASTE et Brigitte CHIZELLE, « Une démarche de modélisation systémique pour construire du sens en formation » dans Education Permanente n°206 - 2016-1

<sup>2</sup> Le rapport complet de l'étude est disponible sur simple demande auprès de ses auteurs



L'étude a en outre mis en évidence l'interdépendance entre ces stratégies et la capacité - voire l'ingéniosité - des agriculteur.trice.s à (re)mobiliser leurs ressources pour (ré)activer telle ou telle stratégie de façon pertinente en fonction des étapes et des aléas rencontrés.

Partant de là, nous avons construit un outil permettant aux agriculteur.trice.s de réaliser leur auto-diagnostic global sur les 7 stratégies. Cette forme de bilan et de prise de recul leur permet de revisiter la façon dont ils conduisent leur système, d'oser regarder les facteurs qui peuvent le rendre vulnérable et en même temps d'identifier leur marge de manœuvre pour le faire évoluer en fonction de leurs objectifs et enjeux. Pour ceux et celles

qui travaillent à plusieurs, c'est l'occasion de confronter leurs auto-diagnostic respectifs et de prendre des décisions concertées sur les moyens à mettre en œuvre pour mieux répartir le temps, l'énergie et les compétences. Très souvent, cette démarche constitue un déclencheur de créativité pour imaginer quelles actions concrètes mettre en œuvre pour combiner les stratégies de façon astucieuse. Par exemple : trouver un mode de commercialisation plus rémunérateur et moins chronophage permet de mieux prendre soin de soi et de ses proches.

Au stade du projet d'installation, cette approche constitue un support pertinent pour explorer la mise en œuvre concrète des 7 stratégies lors d'une visite de

ferme choisie pour ses caractéristiques de « résilience ». Complétée par un auto-diagnostic spécifique au stade du projet qui déclenche une prise de conscience des ressources sur lesquelles s'appuyer et des opportunités à saisir, la démarche constitue une aide précieuse pour développer une posture de responsable en train de créer les conditions de la résilience de sa future structure agricole. ■

## TÉMOIGNAGE

# Gérer les ressources techniques et économiques

 Olivier Gabilleau

**Olivier Gabilleau, installé dans l'Averdon, valorise la bénéfices de l'autonomie technique puis de l'autonomie dans la gestion économique de sa ferme, ce qui en fait les fondements et offre une base saine à l'ensemble de ses activités.**

Olivier Gabilleau avait à l'origine un élevage de volailles de chair « Label Rouge » à Averdon (41). Ayant l'impression de subir une intégration dangereuse de sa ferme, il l'a petit à petit fait évoluer. En effet il a remis son système en question quand le prix des matières premières a fortement augmenté, impactant directement le prix de l'aliment volailles (qu'il n'avait pas le droit de produire lui-même). Or la variation du prix de la viande fut, elle, très limitée. « L'élevage dégageait alors des marges misérables pour un investissement humain et financier trop important, il a fallu que l'on réfléchisse à changer de système ! » résume Olivier. « On a alors développé un atelier bovin, pour commercialiser la viande en direct : la demande était là et cet atelier correspondait plus à nos convictions. Nous sommes en train de diversifier, avec des moutons et du porc. Nous avons ainsi diminué de moitié l'atelier volailles, et nous envisageons

*de quitter le Label Rouge pour passer en bio, produire la totalité de notre alimentation et vendre en direct dès que nous le pourrons.* Pour lui, l'autonomie est fondamentale pour avoir une exploitation résiliente. Concernant la gestion et les aspects financiers, il se débrouille maintenant tout seul, avec des coups de main mais sans centre de gestion : « Ce qui nous permet de nous concentrer sur des calculs de coût de revient et de prix de vente personnalisés, et d'avoir la main sur toute la gestion économique de notre ferme ». Olivier fabrique l'aliment depuis un an, et est en train de monter sa salle de découpe, puis se réjouit à l'idée du chemin qu'il a parcouru et de l'outil qu'il laissera à ses enfants.



# L'APPROCHE DU RÉSEAU

## Solidarité Paysans



## LES INVISIBLES

Solidarité Paysans met en œuvre une approche globale des paysans en valorisant l'écoute, le respect, et l'accompagnement à la prise de décision pour les paysans en mal d'être entendus.



Jean VRIGNAULT,  
Solidarité Paysans Poitou-Charentes

En 1992 le réseau national Solidarité Paysans s'est constitué, émanant des différentes associations créées dans plusieurs départements. Le traitement de l'endettement était la priorité, toutefois Solidarité Paysans a très vite compris la nécessité de développer une démarche d'approche globale afin d'améliorer les conditions de vie des paysans. L'action de notre association consiste au soutien des agriculteurs face aux différents créanciers et organismes publics ou privés, puis à l'évolution de leurs droits, et enfin à l'émergence d'une dynamique sociale autour de l'exclusion et de la précarité dans le milieu agricole et rural. C'est aussi une démarche d'éducation populaire qui prend tout son sens quand, par le soutien et l'écoute des bénévoles et des salariés, les paysans reprennent confiance en eux, puis retrouvent pleinement leur place dans la société.

*« Je me suis épanouie, j'ai repris confiance, je vais au village, je ressors en public. Ça a été long pour se reconstruire. »* Thérèse, agricultrice. Solidarité Paysans œuvre à la restauration des liens entre les agriculteurs et leur environnement économique, dont les créanciers.

Aujourd'hui, la concentration des marges de production en agriculture diminue à un rythme extrêmement rapide. Les charges des exploitations sont de plus en plus dépendantes de l'extérieur, que ce soit pour vendre ou pour s'approvisionner. La gestion financière très tendue s'explique par des investissements lourds, conjugués à des aspects conjoncturels (tels que la baisse des cours en lait, en céréales, ou la hausse des prix des aliments) et à des politiques agricoles non adaptées à certaines productions. Les exploitations sont aussi dépendantes

d'une PAC trop pesante et les écarts entre les différentes catégories d'agriculteurs se creusent. La mondialisation des échanges et la pression des firmes agro-alimentaires remettent en cause les équilibres économiques, écologiques et finalement humains. Ainsi les difficultés rencontrées par les paysans prennent rapidement de l'ampleur, jusqu'à remettre en cause leur outil de travail.





Dans notre pays où la population agricole ne représente plus que 3 à 4 % des actifs, un changement d'orientation vers une agriculture plus respectueuse des hommes et de la terre s'avère indispensable. Le travail de Solidarité Paysans résonne en ce sens car son action permet la préservation des emplois agricoles de qualité, et contribue à maintenir des territoires ruraux vivants en valorisant une agriculture respectueuse de l'environnement. Solidarité Paysans favorise les changements de systèmes pour aller vers des productions plus autonomes et économes en accompagnant actuellement près de 3000 familles. Dans la chute économique des fermes, les familles n'ont plus le sentiment ni l'envie d'exister, elles ne participent plus à la vie citoyenne car elles n'y trouvent plus leur place, et ce chiffre ne comptabilise pas ceux et celles qui restent dans le silence, ne demandant pas de soutien par honte et crainte du jugement de leurs pairs.

Nous sommes, nous bénévoles et salariés, confrontés à des situations humaines difficiles et dégradées, sur le fil de la dépression. Notre rôle est d'éviter cette descente aux enfers en prenant en compte l'homme dans sa globalité : son être, son savoir, ses compétences, ses capacités à redevenir visible à ses propres yeux donc aux yeux de la société. Pour cela les agriculteurs ont besoin de temps pour être écoutés. Ce temps leur

permet de réaliser, d'évaluer, d'accepter, de prendre position et de se préparer soit à rebondir en agriculture soit à prendre un autre chemin. Dans le respect de la personne qui demande notre soutien, il s'agit pour nous d'éclairer la situation, de comprendre, de mettre en lumière les atouts et les faiblesses de l'exploitation pour accompagner les agriculteurs à la prise de décision. Chez ces paysans oubliés, jugés par leur environnement et la société, c'est de notre responsabilité de les considérer et qu'ils redeviennent acteurs non seulement de leur redressement économique mais aussi et surtout de leur devenir personnel.

Nous ne sommes pas des professionnels de la réinsertion, mais des paysans, des ruraux solidaires. Pour que notre accompagnement aboutisse à des solutions salvatrices d'un point de vue économique et humain pour les agriculteurs en difficulté, nous travaillons toujours en binôme bénévole-salarié. Puis, si cela est nécessaire, nous participons à l'émergence de nouveaux partenariats (institutionnels, administratifs, techniques et sociaux) afin que chacun des problèmes soit pris en compte et traité. Pour Solidarité Paysans, fédérer c'est impulser, soutenir et promouvoir toute initiative qui concourt à une meilleure organisation et à une meilleure défense des paysans en difficulté.

Que demande l'homme quand il fait appel ? Bien sûr un secours, une écoute, un non-jugement, une compréhension, mais surtout une ouverture à la vie citoyenne, une existence nouvelle, une reconnaissance en tant qu'homme.

Vaincre l'invisibilité dans notre société et dans notre milieu agricole et rural, c'est avoir la force de dire « je suis », de dire « je décide ». ■



# CONTACTS

## ORGANISATION



### InPACT Poitou-Charentes

Centre St Joseph  
12 bis, rue St Pierre  
79 500 Melle  
☎ 05 49 29 26 43  
✉ [reseau@inpactpc.org](mailto:reseau@inpactpc.org)  
👉 [www.inpactpc.org](http://www.inpactpc.org)  
📌 [www.facebook.com/inpactpoitoucharentes](https://www.facebook.com/inpactpoitoucharentes)

## EN PARTENARIAT AVEC



### Solidarité Paysans

ZI Nord  
Route de Paris  
16700 Ruffec  
☎ 05 45 31 54 32  
✉ [solidarite-paysan16@wanadoo.fr](mailto:solidarite-paysan16@wanadoo.fr)  
👉 [www.solidaritepaysans.org](http://www.solidaritepaysans.org)

## AUTEURS



### Véronique LOUAZEL

Association Solidarité Paysans  
104 rue Robespierre  
93170 Bagnolet  
👉 [www.solidaritepaysans.org](http://www.solidaritepaysans.org)  
✉ [v.louazel@solidaritepaysans.org](mailto:v.louazel@solidaritepaysans.org)  
☎ 06 41 33 17 98 (V. Louazel)  
☎ 01 43 63 83 83 (siège de l'association)



### Léonie LOMBARDO

Solidarité Paysans  
ZI Nord  
Route de Paris  
16700 Ruffec  
☎ 05 45 31 54 32  
✉ [solidarite-paysan16@wanadoo.fr](mailto:solidarite-paysan16@wanadoo.fr)  
👉 [www.solidaritepaysans.org](http://www.solidaritepaysans.org)



### Jean VRIGNAULT

Solidarité Paysans  
ZI Nord  
Route de Paris  
16700 Ruffec  
☎ 05 45 31 54 32  
✉ [solidarite-paysan16@wanadoo.fr](mailto:solidarite-paysan16@wanadoo.fr)  
👉 [www.solidaritepaysans.org](http://www.solidaritepaysans.org)



### Elisabeth SAINT-GUILY

ISA  
48 boulevard Vauban  
59046 Lille  
☎ 0328384848  
✉ [Elisabeth.saint-guily@yncrea.fr](mailto:Elisabeth.saint-guily@yncrea.fr)  
👉 [www.isa-lille.fr](http://www.isa-lille.fr)



### Brigitte CHIZELLE

Sociologue d'intervention et formatrice  
☎ 06 80 81 16 76  
**Dominique LATASTE**  
Psychosociologue et formatrice  
☎ 06 70 14 17 89  
SC AUTREMENT DIT  
10 rue du Docteur Roux  
42153 Riorges  
☎ 04 77 72 26 75  
✉ [autrement-dit.org@orange.fr](mailto:autrement-dit.org@orange.fr)



### Etienne CHOISY

31 rue d'Arcole  
72000 Le Mans  
☎ 02 43 14 23 07  
✉ [civamad72@civam.org](mailto:civamad72@civam.org)  
👉 [www.civamad72.org](http://www.civamad72.org)

## MEMBRES DU RÉSEAU InPACT



### InPACT Poitou-Charentes

Centre St Joseph  
12 bis, rue St Pierre  
79 500 Melle

☎ 05 49 29 26 43

✉ reseau@inpactpc.org

👉 www.inpactpc.org

📱 www.facebook.com/inpactpoitoucharentes



### Solidarité Paysans

ZI Nord  
Route de Paris  
16700 Ruffec

☎ 05 45 31 54 32

✉ solidarite-paysan16@wanadoo.fr

👉 www.solidaritepaysans.org



### FR CIVAM

Centre St Joseph  
12 bis, rue St Pierre  
79500 Melle

☎ 05 49 07 20 00

✉ direction.civampc@gmail.com

👉 www.civam-poitoucharentes.org



### ARDEAR

72, rue Camille Girault  
86180 Buxerolles

☎ 05 49 51 03 13

✉ ardearpc@wanadoo.fr

👉 www.agriculturepaysanne.org



### Cultivons la Bio-Diversité

26, rue du marché  
86300 Chauvigny

☎ 05 49 00 76 11

✉ cbd.pc@orange.fr

👉 www.cbdbiodiversite.org

📱 www.facebook.com/cbdbiodiversite



### ACCEA +

50 bis, avenue Aristide Briand  
BP50083

79 203 Parthenay

☎ 05 49 94 49 00

✉ contact@accea-plus.fr

👉 www.accea-plus.fr



### Terre de Liens Poitou-Charentes

33, rue de Mognac  
16400 La Couronne

☎ 05 45 67 79 46

✉ pc@terredeliens.org

👉 www.terredeliens.org

📱 www.facebook.com/terredelienspc



### AFIPaR

Centre St Joseph  
12 bis, rue St Pierre  
79500 Melle

☎ 05 49 29 15 96

👉 www.afipar.org

📱 www.facebook.com/assoafipar

**Directeur de la publication :** Claude SOURIAU, Président d'InPACT Poitou-Charentes

**Date de publication :** Novembre 2017

**Conception et réalisation graphique :** Sémaphore Communication, Oxalis SCOP - contact@semaphore-communication.fr

**Impression :** imprimerie Italic 79, Melle, certifiée Imprim'vert. Imprimé sur papier recyclé





AVEC LE CONCOURS FINANCIER DE :

